

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 239 - VENDREDI 19 DÉCEMBRE 2014

PÂQUERETTE RASSURÉE

Obama à Cuba ?
Hollande qui nationalise les autoroutes ?
Diantre !
Heureusement Junker et Moscovici trouvent
que certains Grecs ont une sale tête.
Et Valls veut l'aéroport de NDDL.
Voilà qui est rassurant. ●

À LIRE SUR communistesunitaires.net

➔ **Nouvelle force politique,**
[Une identité politique originale](#)
[Émancipation - 2 -](#), Commission Ensemble

➔ **Rhône-Alpes**
[Gratuité des transports : une urgence sociale](#)
[et écologique](#), Collectif Grenoble



2014 : ça bouge dans le monde. 2015 : en France aussi ?

Cette semaine, quelques lueurs dans le monde :

Les députés européens votent à une très large majorité un texte qui reconnaît l'État palestinien. Même s'il ne s'agit pas d'un texte contraignant, c'est une première au Parlement européen.

Les États Unis et Cuba annoncent le rétablissement des relations diplomatiques rompues depuis 50 ans. Le blocus qui touchait l'île va se lever progressivement. En Grèce, le candidat à l'élection présidentielle, soutenu par la Commission européenne, n'obtient pas les voix nécessaires au Parlement pour être élu, malgré les pressions de Moscovici et Cie. S'il en est de même au tour suivant, des élections législatives seront organisées en février. Celles-ci pourraient voir la victoire de Syriza.

Après l'Italie, une grève générale en Belgique bloque tout le pays, les salariés contestent les politiques d'austérité.

Ouf, un peu d'air, parce qu'en France on rame !

Au lieu d'être l'outil efficace de contestation des politiques d'austérité, et du rassemblement, la CGT, première confédération syndicale du pays, est confrontée à une crise inédite. Au-delà de la question du secrétaire général, celle de la stratégie de la centrale syndicale dans un contexte difficile de mobilisation est posée.

Valls continue d'aller au devant des exigences patronales. Après l'ANI, la loi Macron facilite le travail du dimanche, les licenciements collectifs, achève la médecine et l'inspection du travail, supprime les prud'hommes, s'attaque à la représentation des personnels dans les petites entreprises.

Les élections partielles et les duels FN-UMP de second tour annoncent le désastre électoral de mars prochain.

Il est temps que les convergences qui se construisent à des échelles locales, prennent consistance à l'échelle du pays. De belles campagnes sont menées, par exemple sur la gratuité (Grenoble sur les transports publics, Rennes sur les premiers mètres cubes d'eau potable...) ou sur l'appropriation sociale (la Fabrique du sud, les Fralib, Seafrance etc...). Il est urgent de leur donner de la force politique à une plus grande échelle. Ce pourrait être un des buts des assises de la transformation sociale et écologique dont le processus devrait être lancé l'année prochaine.

Pour l'heure, profitons de ces moments en famille et entre amis pour recharger les batteries.

À l'année prochaine !



Sylvie Larue



Lire Bernard Friot, et débattre

Après la publication dans *Cerises*, le 28 novembre dernier, d'une conférence de Bernard Friot, suite du débat avec l'auteur à propos de son dernier livre. Une lecture de Jean-Claude Mamet.

Bernard Friot travaille beaucoup depuis qu'il a pris sa retraite (un clin d'œil avec sa propre théorie) ! Il vient de publier *Émanciper le travail, entretiens avec Patrick Zech*. Ces dernières années, il avait publié *L'enjeu des retraites* et *L'enjeu du salaire*¹, ouvrages qui ont suscité beaucoup de controverses.

Avec *Émanciper le travail*, B. Friot produit en quelque sorte une synthèse qui vise rien moins qu'une théorie unifiée pour une voie révolutionnaire, et pas seulement un point de vue sur la portée anti-capitaliste du salaire socialisé et de la sécurité sociale, généralisés après 1945 et attaqués de toute part depuis les années 1980.

Lire B. Friot nécessite un consensus sur les concepts utilisés, donc une explicitation. Les siens vont parfois à rebours du sens commun, y compris pour celles et ceux qui se réclament d'une approche marxiste. Il en va ainsi des notions de travail et d'emploi (à ne pas confondre), de salaire et de revenu,

1. *L'enjeu des retraites*, éd. La Dispute, 2010, 176 p., 12,20 €. *L'enjeu du salaire*, La Dispute, 2012, 216 p., 15 €.

de qualification, de valeur économique, etc. Bien des polémiques sur Friot peuvent venir d'une "culture conceptuelle" différente (si je peux dire, mais il faudra s'en expliquer) parmi les lec-

**le « salariat » (...)
une construction
historique, un résultat
social, un dépassement
de la pauvreté et
du dénuement, pas
seulement sur le plan
matériel, mais aussi
sur le plan de la lecture
sociale de la réalité :
dépassez la catégorie
de "pauvres" qui convient
si bien aux libéraux.**

tures possible de son travail. De plus, les mêmes mots n'ont pas exactement le même sens dans les divers champs des sciences sociales, économiques et politiques. Il faut donc s'entendre sur un lexique. On pourrait commencer ainsi

(faire un lexique) ce commentaire de son dernier ouvrage. Mais il vaut mieux, peut-être, aller droit au fond et préciser au fur et à mesure.

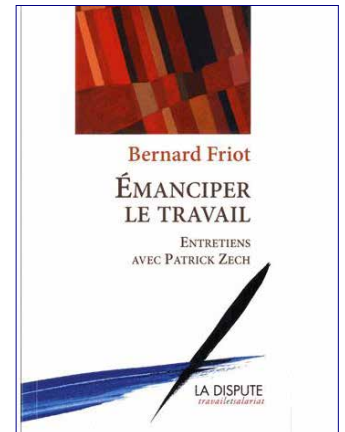
Dans un premier temps, je m'efforcerais de commenter de larges points d'accord, sur quelques thèmes seulement. En deuxième lieu, il faudra aborder des points de désaccord possible ou...d'étonnements.

Du prolétariat au salariat

B. Friot revient sur la notion de classe révolutionnaire. Il en parle vers la fin de ce livre, mais il est bon peut-être de commencer par là.

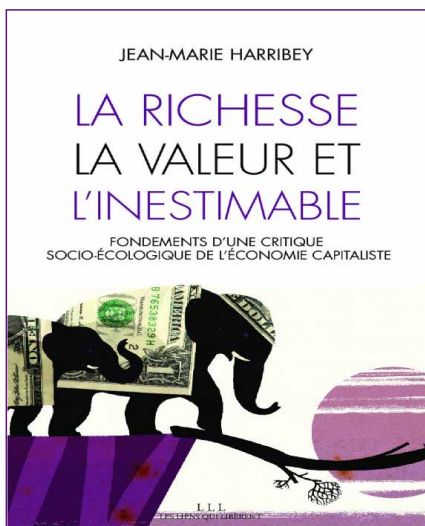
La tradition marxiste, on le sait, parle de prolétariat, c'est-à-dire étymologiquement "celui qui n'a rien" d'autre que « *sa force de travail* », ou encore le « *citoyen pauvre, séparé de toute richesse* »². Le capitalisme essaie depuis toujours de n'avoir à faire qu'à des prolétaires et, sans arrêt, il en produit (et en nourrit) juste ce qu'il faut pour ses besoins de valorisation. Mais il a en face de lui des êtres humains, qui refusent cette condition prolétaire et luttent,

2. Michel Verret, *Chevilles ouvrières*, éd. ●●● de l'Atelier, 1995.



Éd. La Dispute, 2014

176 p. - 10 €



Éd. Les liens qui libèrent, 2013
544 p. - 28 € €

●●● arrachant pragmatiquement ou parfois par des mobilisations populaires d'ampleur (1936, 1945) des conquêtes sociales qui transforment la condition prolétaire. Ainsi se construit selon Friot le « salariat ». C'est une construction historique, un résultat social, un dépassement de la pauvreté et du dénuement, pas seulement sur le plan matériel, mais aussi sur le plan de la lecture sociale de la réalité : dépasser la catégorie de "pauvres" qui convient si bien aux libéraux.

Soit donc le salariat, titulaire de droits nés du salaire socialisé, dont la portée est anti-capitaliste si elle est généralisée (le « salaire à vie » selon Friot, c'est-à-dire un droit au salaire dès 18 ans au niveau de la première qualification, et « continué » à la retraite) et portée collectivement par les organisations du mouvement ouvrier. Ce salariat n'a donc pas que « ses chaînes à perdre » (Marx : *Le Manifeste*). Il a déjà gagné des positions de force dans ce monde, il y a un « déjà là » émancipateur, pour peu qu'il soit assumé dans toute sa portée.

Dans cette compréhension, la sécurité sociale n'est pas selon Friot « un moment nécessaire du capitalisme » pour solvabiliser l'écoulement d'une production de masse (qui est la lecture régulationniste ou fordiste, pour expliquer les Trente Glorieuses). Elle est, avec le salaire socialisé qu'elle promeut, étend et universalise,

une libération de la domination de la valeur capitaliste, et un début de conquête d'une autre pratique de la « valeur économique » par le salariat, dégagé de la nécessité d'assurer ou payer un droit par un équivalent en heures de travail (droit dit contributif pour les retraites, par exemple : je travaille et je reçois ce que j'ai gagné en travaillant) ou par l'épargne amassée. Jouir d'un droit sans avoir besoin de justifier un équivalent-travail préalable, n'est-ce pas potentiellement

Selon Friot, ce qui fait la puissance de la classe capitaliste, c'est qu'elle domine la production de ce qui est reconnu comme « la valeur économique », et qu'elle impose par là sa vision du "faire société".

une voie révolutionnaire par arrachement à la contrainte de la classe dirigeante qui maîtrise la valeur ? Citation page 129 : « Une classe révolutionnaire, c'est une classe qui se définit comme candidate à la maîtrise de la valeur, de sa définition, de sa production... Sans cette candidature, il n'y a pas de classe pour

soi, il y a des victimes qui s'organisent pour l'être moins... ». Or, selon Friot, ce qui fait la puissance de la classe capitaliste, c'est qu'elle domine la production de ce qui est reconnu comme « la valeur économique », et qu'elle impose par là sa vision du "faire société".

C'est pourquoi, soit dit en passant, Friot s'oppose aux théories du revenu universel, qui croient porter l'utopie d'échapper à la contrainte du travail, mais font en réalité "un pas de côté" en « renonçant à se battre pour le changement dans la production de valeur économique ».

Les retraités travaillent-ils ?

Oui, dit Friot, les retraités travaillent, mais « librement », de même que les chômeurs, etc. Et la polémique commence ! Et c'est là que des définitions précises sont nécessaires. Le mot travail, selon Friot, est polysémique. On peut comprendre le travail comme activité utile, c'est son sens anthropologique : l'homme agit de tout temps dans son environnement social et avec la nature. Le deuxième sens « désigne toute activité dont le résultat bénéficie d'une reconnaissance sociale qui donne valeur économique ». Mais toute activité utile n'est pas forcément reconnue comme ayant une valeur. Il y a une valeur économique lorsqu'on « s'abstrait » des caractéristiques concrètes du travail, pour ne considérer que sa valeur reconnue socialement (le travail dit abstrait). ●●●



Éd. La Découverte, 2014
400 p. - 25 € Voir [Cerises](#)
[n° 225](#)

●●● On le sait : le capitalisme ne veut reconnaître que la « force de travail », et encore. La lutte des classes vise à lui faire reconnaître plus que la force de travail nue (quasi physiologique), à passer du prolétariat au salariat. Et à déboucher sur « l'affirmation d'une pra-

tique salariale de la valeur économique émancipée de la violence de sa pratique capitaliste » (page 20). Lorsque la lutte salariale au long cours impose que le salaire doit inclure une part socialisée, celle-ci n'ampute pas mais augmente le PIB (produit total). Elle impose donc une autre pratique possible de la valeur. La cotisation et le salaire socialisé ne sont pas une ponction sur la valeur, qui ne serait que la somme des valeurs des marchandises produites en circuit marchand. Même raisonnement pour l'impôt qui paie les fonctionnaires : il y a une augmentation de la valeur monétaire par le travail des fonctionnaires producteurs des services publics.

Ce point fondamental nécessiterait une étude détaillée. Incontestablement,

Friot cible la propriété lucrative plus que la propriété privée, et surtout il défend la propriété d'usage, par les producteurs eux-mêmes, des moyens de production. Il distingue donc propriété d'usage et propriété publique

à partir d'un prélèvement sur quelque chose de pré-existant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée, elle est produite » par un travail, mais un travail différent du travail sous contrainte capitaliste. Pour Friot, le travail producteur de valeur tend par la lutte à s'approprier celle-ci pour les besoins sociaux dans un premier temps, puis pour maîtriser toute la production potentiellement. Ainsi, les cotisations sociales de santé déterminent déjà une part de l'investissement en hôpitaux par exemple.

ce débat interroge la théorie de la valeur chez Marx. Jean-Marie Harribey et Bernard Friot ont, de mon point de vue (ils m'ont convaincu), une approche voisine, même si Harribey refuse la généralisation radicale du raisonnement faite par Friot. J.M. Harribey écrit : « *Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont pas fournis*

Friot ne cesse de dénoncer toute « naturalisation » ou essentialisation des prénotions que nous transportons dans le langage courant. Il a raison. Mais pourquoi donc naturaliser ainsi la violence ? Éternelle, la violence ? Pourquoi viser alors l'émancipation ?

Pour en revenir aux retraités, la valeur produite par le travail salarié s'augmente de la part de valeur reconnue socialement à l'activité des-dits retraités (même chose pour payer les personnels de santé, les chômeurs, etc). L'activité libre des retraités ne se fait pas sous contrainte capitaliste. Et pourtant, ils sont payés. Ils font en quelque sorte un travail libéré du capital, un travail qui n'est plus un travail au sens classiquement admis : contraint, pénible, sous la domination du « despotisme » (Marx). Les personnes qui refusent d'admettre l'expression "Les retraités travaillent", ne veulent pas ima-

giner en réalité que dans cette société un autre type de travail soit possible. Ce qui s'explique par le fait que le mot travail est entaché d'une forte dimension émotionnelle, quasi inconsciente : le travail comme obligation et souffrance. Comme le dit Friot, ce qui produit la souffrance au travail, c'est « *la pratique capitaliste de la valeur* », qui impose ●●●



Éd. Atelier de création libertaire,
2014 - 72 p. - 6 €

●●● un type de travail sans délibération démocratique. Mais ce n'est pas ou peu le travail concret en lui-même, ce qui explique que la plupart des gens aiment leur travail, tout en souffrant du travail dominé.

Propriété d'usage contre propriété lucrative

Je choisis de commenter cette question parce qu'elle est en plein dans l'actualité à travers le mouvement de reprise des entreprises en difficulté (coopératives). Je laisse donc de côté bien des aspects du livre, et notamment la notion de salaire « *payé à la qualification* », qui me paraît pourtant être la bonne méthode pour régler un vieux problème : l'échelle des salaires (disons de 1 à 4), sans tomber dans le rêve du salaire égal.

Je l'ai déjà évoqué : le salaire socialisé est déjà un moyen de régler des projets d'investissements lourds, sans passer par la case emprunts bancaires, ou pire encore. Il en est ainsi de la construction d'hôpitaux, ou de maisons de santé innovantes (à l'époque des élections aux caisses de Sécurité sociale).

Le projet de Friot est double : instaurer des "caisses de versement des salaires" (direct et socialisé) indépendantes des entreprises, et des "caisses d'investissements" alimentées par d'autres cotisations issues du flux courant de la création de valeur économique (sans passer par

le circuit financier). Cela passe évidemment par l'expropriation de la « *propriété lucrative* », c'est-à-dire le pouvoir qu'a un propriétaire de capital de disposer des richesses accumulées et du travail d'autrui. Friot cible la propriété lucrative plus que la propriété privée, et surtout il défend la propriété d'usage, par les producteurs eux-mêmes, des moyens de production. Il

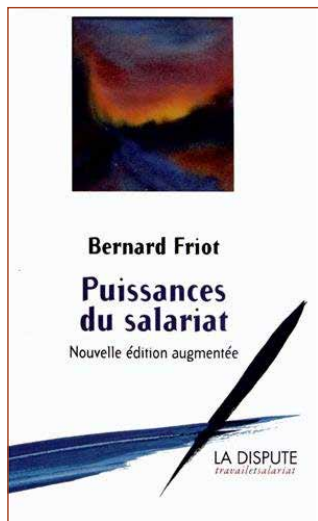
Il a raison de se méfier de la notion de "plein emploi" (il la combat même), qui devient aujourd'hui une arme pour détruire le salaire et imposer n'importe quel sous-travail et sous-revenu aux chômeurs disqualifiés comme salariés. Mais au lieu d'expliquer, il assène.

distingue donc propriété d'usage et propriété publique. Pour lui, « *le problème n'est pas l'usage privatif d'un outil de travail par ceux qui en seront demain les copropriétaires* ». Et « *la question n'est pas de supprimer la propriété privée mais de généraliser la propriété d'usage* ».

Cette position peut heurter là encore notre tradition communiste. Essayons

d'explicitier. La généralisation de la propriété publique fait face, nous le savons, à plusieurs objections. Premièrement, on nous reproche de vouloir supprimer toute propriété. On s'en défend, mais maladroitement. Deuxièmement, on sait d'expérience que propriété publique ne rime pas avec réelle appropriation démocratique. Troisièmement, on sait que la démocratie et l'autogestion sont difficiles : comment maintenir la mobilisation, l'intérêt, l'enthousiasme pour l'entreprise collective ? La réponse de Friot (voisine d'ailleurs de celle de Dardot et Laval dans *Commun*) est dans l'insistance sur la propriété d'usage : utiliser l'outil pour telle finalité, avoir conscience qu'on le possède de manière « *privative* », pour en faire « son » outil, le lieu de « son » travail concret, créateur de sociabilité, de délibération, d'humanisation. Cela existe déjà avec l'outillage internet, avec l'encyclopédie en ligne *Wikipédia*, dont nous pouvons maîtriser l'usage par coopération. Nous sommes donc dans un autre système que la traditionnelle propriété d'État ou publique, avec le risque d'une institution froide, loin des producteurs.

Bien entendu, ce système ne doit pas signifier que chaque collectif de propriétaires d'usage ne doit pas débattre avec les autres pour planifier les projets d'ensemble. Mais cela enrichit le débat sur les moyens d'assurer une mobilisation démocratique continue. Et cela nécessite évidemment la garantie ●●●



Éd. La Dispute, 2012
448 p. - 30.00 €

●●● du salaire à vie pour toute personne, indépendamment des décisions qui peuvent être prises à la suite d'aléas économiques. La socialisation du salaire jusqu'au maintien du salaire garanti (ou sécurité sociale professionnelle) permet donc de répondre à l'objection d'immobilisme de l'économie qui est faite aux "planificateurs" : il peut y avoir « *mobilité de l'appareil productif* », mais stabilité des droits. Ce qui permet des reconversions industrielles.

Sur quoi débattre avec Bernard Friot ?

Laissant de côté bien d'autres points qui font accord, je voudrais en venir à des objections.

Et d'abord un étonnement. Bernard Friot explique que la société débarrassée de l'exploitation capitaliste ne nous débarrassera pas de tous les malheurs (certes), et en particulier pas de la « *violence* ». Citons : « *Cette autre pratique [de la valeur] n'est pas la fin de la violence économique, mais elle nous libère de la violence capitaliste, ce qui est énorme* ». Dans un autre ouvrage récent (*Après l'économie de marché, une controverse*, Bernard Friot, Anselm Jappe), il est encore plus direct, affirmant que « *la violence sociale* » est « *inhérente à toute société humaine* ». Sans explication. Friot ne cesse de dénoncer toute « *naturalisation* » ou essentialisation des prénotions que nous transportons dans

le langage courant. Il a raison. Mais pourquoi donc naturaliser ainsi la violence ? Eternelle, la violence ? Pourquoi viser alors l'émancipation ?

Deuxième problème : il y a chez Bernard

Il mélange la notion de « réduction du temps de travail » utilisée par les capitalistes pour augmenter la productivité ("réduire le temps de travail" socialement nécessaire) avec la revendication historique de « réduction du temps de travail » portée par le mouvement ouvrier...

Friot un escamotage des médiations politiques. Il propose un système clos, à prendre ou à laisser, même s'il se bat partout pour le défendre de manière militante (avec la création de l'association Réseau salariat). Par exemple : il a raison de se méfier de la notion de « plein emploi » (il la combat même), qui devient aujourd'hui une arme pour détruire le salaire et imposer n'importe quel sous-travail et sous-revenu aux chômeurs

disqualifiés comme salariés. Mais au lieu d'expliquer, il assène. Il explique que « *l'emploi est aujourd'hui une arme de guerre du patronat et des réformateurs contre les droits salariaux* » (page 120). Ou encore : « *C'est l'emploi lui-même qui doit être combattu* ». Quand Bernard Friot explique cela à des chômeurs éberlués (ou outrés), cela peut mal se passer. Il a conscience du problème puisqu'il explique aussi dans un autre passage que « *l'emploi a été une conquête contre le salaire comme prix de la force de travail* » (page 106). Dans *Puissance du salariat*, son ouvrage de base, réédité et enrichi récemment, il utilisait la notion « *d'emploi-salaire* », collant ensemble les deux faces indissociables de la condition salariale, ce qui me semble plus pertinent pour convaincre. Et cela permet d'expliquer (à mon avis), qu'il n'y a pas d'abord l'emploi *avant* le salaire. Proposition implicite dans le langage militant, qui autorise un possible dérapage vers une exaltation de l'emploi pouvant prêter à bien des confusions, surtout aujourd'hui.

Il y a encore plus discutable. Il mélange la notion de « *réduction du temps de travail* » utilisée par les capitalistes pour augmenter la productivité ("réduire le temps de travail" socialement nécessaire) avec la revendication historique de « *réduction du temps de travail* » portée par le mouvement ouvrier (le combat pour les 8 heures en 1906, etc). Friot explique que celles et ceux qui portent la ●●●

« Réseau Salarial vise l'institution d'un statut politique du producteur, donnant droit à un salaire à vie attaché à la qualification personnelle. »

L'association d'éducation populaire qui organise des conférences-débats, des formations, et produit des supports pédagogiques téléchargeables <http://www.reseau-salarial.info/?lang=fr>

●●● réduction du temps de travail sont « dans une conduite d'évitement ». Il sait pourtant très bien que Marx a porté cette exigence au cœur du projet communiste. Il a le droit de ne pas être d'accord, mais cela demanderait un peu d'argumentation. D'autant que Friot revendique la retraite à 55 ans (donc de quitter le travail contraint !) et que sa notion d'appropriation du travail concret contre la valeur économique capitaliste implique un autre type de travail, plus lent, plus réduit en intensité, plus libéré de l'emprise du temps.

B. Friot connaît ce passage du *Capital* : « La liberté ne peut consister qu'en ceci : les producteurs associés - l'homme socialisé - règlent de manière rationnelle leurs échanges organiques avec la nature et les soumettent à leur contrôle commun au lieu d'être dominés par la puissance aveugle de ces échanges ; et ils les accomplissent en dépensant le moins d'énergie possible, dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. [...] C'est au-delà que commence [...] le véritable règne de la liberté qui, cependant, ne peut fleurir qu'en se fondant sur

ce règne de la nécessité. La réduction de la journée de travail est la condition fondamentale de cette libération ». Pourrait-il le commenter un jour ?

Il salue « le vécu positif de la libération des femmes rivées à la sphère domestique » (auparavant). Autrement dit, elles sont entrées sur le marché du travail et dans la salarisation...

Enfin, nous nous arrêterons sur une question qui fait controverse chez les féministes. Faisant l'historique des allocations familiales, il explique qu'elles ont acquis après 1945 une dynamique de salaire. Il écrit : « Les allocations familiales vont reconnaître le travail des parents de manière substantielle en le payant par du salaire ». Que veut dire « le travail des parents » dans ces années ? Essentiellement celui des femmes à la maison, que Friot est parfois soupçonné de valoriser. Ce n'est qu'un peu plus

tard que les femmes sont massivement entrées sur le marché du travail (et les allocations ont diminué). Friot a par ailleurs toujours critiqué le prétendu plein

emploi des Trente Glorieuses, masquant le sous-emploi des femmes. Il salue donc « le vécu positif de la libération des femmes rivées à la sphère domestique » (auparavant). Autrement dit, elles sont entrées sur le marché du travail et dans la salarisation. Elles ont obtenu par là un autre mode de reconnaissance et de valorisation de leur travail, par « l'emploi-salaire ». Il serait très utile que B. Friot clarifie cette question en détail, car elle est source, soit de vraies divergences, soit de malentendus.

Bernard Friot répond parfois aux objections qui lui sont faites, mais un peu plus tard. Il serait nécessaire, pour la réception de son travail, et celui de Réseau salarial, que le débat nécessaire contre les « réformateurs » admette des plages de positions communes inachevées (des compromis !), lorsque nous sommes en action collective. Cela n'enlève rien à la rigueur du travail théorique, bien au contraire.

...Elles ont obtenu par là un autre mode de reconnaissance et de valorisation de leur travail, par « l'emploi-salaire ». Il serait très utile que B. Friot clarifie cette question en détail, car elle est source, soit de vraies divergences, soit de malentendus.



Jean-Claude Mamet



Bien saisir le moment

Un sondage de CSA interpelle notre lecture de la situation. Peut-être la percevons-nous de manière trop unilatérale, ce qui nous fait faire l'économie de nous interroger sur nous.

28 % des interrogés souhaitent une transformation radicale de la société ; 57 % ont une lecture positive du mot "révolution" ; seulement 35 % jugent le capitalisme positif mais 55 % jugent positif le libéralisme tandis que pour 22 % c'est le cas du communisme et 42, le socialisme. 78 % souhaitent un *État interventionniste* et si 28 % sont prêts à laisser la Sécu gérée par le privé, 70 % pensent que ce doit être l'État avec les partenaires sociaux ; une large majorité accepte le travail du dimanche, la libéralisation du licenciement, mais réclame l'augmentation des indemnités. Un autre sondage plébiscite A. Merkel, mais déplore les bas salaires et la pauvreté en Allemagne.

Cela est-il de l'incohérence ? Je ne le crois pas.

Si, lorsque l'on souhaite une transformation radicale de la société, que l'on rejette le capitalisme et que personne n'en fait cas, que seules des solutions partielles sont proposées, alors replâtrage pour replâtrage, on s'adapte à ce qui paraît être le plus facile à obtenir. Ce sondage est une critique des forces politiques et syndicales censées porter l'alternative au capitalisme.

Il est temps de mettre des mots qui donnent sens à la société que l'on voudrait. Et à la conception de la politique qui en découle, car un processus ne change pas de cours une fois lancé : dire que l'on veut prendre le pouvoir pour ensuite le donner au peuple est un mythe. Ou l'on part d'un bon pied ou l'on se retrouve dans une des impasses du siècle passé. Or une visée que l'on ne peut nommer n'existe pas. Ici commence un travail collectif urgent à mener.

Socialisme ? Communisme ? Émancipation ? On sait ce que le communisme traîne derrière lui. Mais *socialisme* traîne autant de scories : de la guerre de 14 à

Hollande en passant par Noske, ancêtre des SA, ou les guerres coloniales... Si le mot socialisme évoque le social, il n'aborde pas la nature des rapports sociaux ni du pouvoir. L'idée selon laquelle le socialisme serait la transition vers le communisme débouche sur une transition qui ne finit jamais et se tourne en son contraire.

Émancipation est un beau mot et évoque d'autres rapports sociaux mais n'explicite pas la volonté de faire système. Il peut laisser entendre que l'addition de mesures suffirait à faire une cohérence.

Renoncer au mot communisme s'est accompagné du renoncement à une autre société. Cela esquivait la nécessité d'assumer le passé et d'en tirer les leçons. Cela occulte la critique de questions clés. Tout peut recommencer. Même avec d'autres mots. C'est sans doute pourquoi le PS réinvestit le mot socialisme.

Le communisme, selon Marx, est le mouvement populaire d'appropriation des pouvoirs jusque-là réservés au patronat, à l'État, aux partis. Au moment où un sentiment d'impuissance découle de tout attendre d'une élection ou de faire pression sur le PS, cette idée libérerait le potentiel transformateur des actions. Le communisme est le mouvement des gens du commun - pas de ceux qui pensent à leur place.

Le communisme selon Marx est le dépassement du salariat et de l'enfermement dans une activité professionnelle unique ; c'est la reconnaissance que toutes les pratiques sociales participent au développement de la société. Ne serait-ce pas utile contre la précarité ou pour les retraites ? C'est l'abolition de tout pouvoir d'exploiter...

« De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins », n'est-ce pas la question du jour ?



Pierre Zarka



L'altercommunisme en chantier

Les 9 et 10 janvier auront lieu à Paris l'Assemblée générale de l'Association des communistes unitaires (ACU) et une séance du séminaire Communisme dédiée à la publication d'un livre-manifeste communiste.

La situation politique est-elle aujourd'hui entièrement figée ou riche de potentialités ? Qu'il s'agisse de la situation mondiale, des politiques d'austérité dans l'Union européenne ou des rapports de force en France, tout semble confus et contradictoire. Mais ne serait-ce pas la marque que, contrairement à ce qui se dit souvent dans les espaces militants, la bataille des idées n'est ni gagnée ni perdue ? En lien avec le débat sur ce diagnostic, le parti pris des Communistes unitaires est de contribuer à établir une stratégie d'émancipation, ce qui dépasse de loin la réalité du Front de gauche tout en contribuant à lui donner de la force.

Avec *Cerises*, avec les travaux menés depuis deux ans au sein du séminaire Communisme et avec Ensemble (dont elle fait partie), l'ACU a déjà un pied dans l'actualité et un pied dans la réflexion sur la longue durée. Mais comment faire pour à la fois approfondir nos réflexions et mieux les diffuser ? Ne serait-il pas temps de lancer le chantier d'un nouveau Manifeste communiste, qui, associé à des productions individuelles représentatives de la diversité des apports au combat pour l'émancipation, pourrait montrer le souffle d'un communisme de nouvelle génération, un altercommunisme ?



Gilles Alfonsi

Déroulé de l'AG

Vendredi 9 janvier - 19 h à 22 h

Que voulons-nous porter avec l'ACU dans la situation politique ?

Samedi 10 janvier

9 h 45 - 12 h 30 : *Quelles activités ? Quelles productions de l'ACU ? Faut-il que l'ACU change de nom ? Quelles suites pour le séminaire communisme ?*

14 h à 18 h : *Un livre – manifeste communiste ? Pour quoi faire et comment ?*

+ Textes de préparation et infos pratiques : www.comunistesunitaires.net

Rubrique "Documents, Actes"

Terres



En hommage à Ziad Abou Ein, ministre assassiné par Israël, le 10 décembre 2014, lors d'une manifestation pacifique.

Les vieilles idoles ne t'appartiennent pas
Ni Dieu et son absence
Je suis d'un pays de terres, d'eau et d'oliviers
De sangs et d'os enfouis
Où ma jeunesse te menace dis-tu
Où mon paisible silence t'indispose dis-tu
Lorsque je bois le thé avec ma fille devant la porte
Ouvrée de la maison ruinée

Tu es venu armé jusqu'aux dents
Apportant ta paix emmurée
Puante de cadavres d'enfants, de femmes et d'hommes
Nos chemins de pierres en tremblent d'effroi
Et nos collines saignent sous tes ironies barbelées
Tes humiliations souriantes
Et la minutie de tes enfermements

Demain pourtant est déjà là
Malgré toi
Présent dans la paume de nos mains
Nues comme l'aube
Où tes temples de colère s'écroulent
Avec ta haine

Cette terre ne t'appartient pas
Ni les fruits de ma sueur
Ma faim les cueillera
Pour la bouche rouge des enfants
De tous nos sangs
Mêlés
Ici.

Saffuriya. Palestine. Novembre 2014.



Marc Lacreuse

Pour ne pas conclure...

**« Encore un jour
à mettre au monde »
Paul Éluard.**

Comment conclure cette chronique ? ...“Les gens heureux n’ont pas d’histoire”, dit-on. Mais le bonheur en a une. Cette rapide traversée de la poésie peut en donner l’idée. Et maintenant ? Maintenant, il me paraît évident que la “poétique” du bonheur est à redéfinir.

Trop souvent de nos jours le bonheur est renvoyé aux simples arrangements individuels avec la vie. Et l’idée du combat pour un bonheur commun a du mal à prendre forme. Le XX^e siècle qui s’était ouvert sous le signe des révolutions (révolutions sociales politiques et artistiques, avec leurs “avant-gardes”) s’est achevé sur un recul (par ici, du moins) de l’idée de révolution. La raison en tient à l’échec final de la phase primitive du socialisme, qui fut, par la force des choses, une expérience de socialisme despotique.

Mais elle tient aussi à la prise de conscience de plus en plus largement partagée que les pouvoirs que nous avons conquis sur la nature nous confèrent une responsabilité nouvelle. Nous ne pouvons plus nous voir en simples “maîtres et possesseurs” de la nature. Nous devons aussi être à son chevet et, autant que faire se peut, collaborer avec elle. Beaucoup ressentent que la civilisation capitaliste, fondée sur l’exploitation à outrance de l’homme et de la nature, nous conduit à des catastrophes, économiques, sociales, écologiques, culturelles...

Cette prise de conscience peut nourrir des attitudes de régression vers un passé idyllique et mythifié. (C’est le cas des intégrismes, religieux voire environnementalistes et “post-humains”.)

Ou bien elle peut déboucher sur une redéfinition des idéaux progressistes. (L’écologie pose à cet égard aux marxistes des questions de fond : peut-on penser que le développement des forces productives est sans limites ? « *Le monde n’est pas fini* », selon le vers de Bernard Noël, mais il y a des ressources qui ne se renouvellent pas aussi vite que nous les consommons).

« *C’est poétiquement que l’homme habite le monde* », disait Hölderlin. Il avait raison. L’espèce humaine, dans son parcours, développe avec le monde qui l’entoure non seulement des rapports pratiques, mais aussi des rapports imaginaires. Pour notre plus grande chance (et parfois notre plus grand malheur), nous sommes une « espèce fabulatrice ».

Seul animal à connaître la nudité, nous ne pouvons pas faire autrement que nous couvrir de vêtements, de maisons, de rapports sociaux. Nous avons besoin pour cette relation d’échange avec la nature, de techniques, d’outils, de science. Mais, dans le même temps, depuis l’origine, nous avons besoin d’histoires, de récits, de mythes, d’images, de sentiments, de croyances, d’espérance et d’idéaux... Sans doute pour supporter notre mortelle condition, mais aussi tout simplement pour vivre ensemble et goûter la vie.

Nous ne pouvons pas vivre sans poétique. (La poétique sociale s’exprime par les images et les idées partagées par tout un courant culturel au sein d’une société. La création poétique, étant œuvre personnelle, est autre chose. Elle se situe obligatoirement un peu en marge, et parfois en contrepied, de la poétique commune). Si on cherche à définir le sentiment poétique,

●●● on s'apercevra qu'il est fondamentalement double, toujours. Il est à la fois sensation de la présence au monde, sens du réel, et en même temps sens de l'irréel, aspiration à un autre monde. Suivant les moments (et suivant les poètes, pour ce qui est des auteurs), l'accent se porte plutôt sur l'un ou l'autre de ces pôles.

Le romantisme, prolongé par le surréalisme, même s'il s'est saisi de nouveaux pans du réel, était surtout porté vers l'ailleurs, le rêve. Voire l'utopie, chez les futuristes... « *L'existence est ailleurs* », écrivait Breton en conclusion du *Manifeste du surréalisme*.

Aujourd'hui, l'accent se porterait plutôt sur l'ici-bas. *La vraie vie est ici*, pourrait-on dire. C'est ce qu'affirment plusieurs poètes français d'aujourd'hui. « *La poésie est une opération langagière qui tente de maintenir l'intérêt des humains pour l'habitation terrestre, contre la dévastation* », dit par exemple Michel Deguy.

Le moment n'est plus tellement à l'évasion dans le rêve mais plutôt à l'effort pour sauver la vie sur Terre. Et pas à la "table rase"... d'où sans doute un certain recul de l'idée de révolution. Voire de l'idée de progrès... qu'il faudrait faire progresser. « *Habiter poétiquement la Terre* » aujourd'hui veut dire agir pour qu'elle reste habitable. Les révolutionnaires qui sont avant tout attachés à la vie doivent donc se transformer aussi en "conservateurs" de la vie.

Doivent-ils pour autant cesser d'être des révolutionnaires ? Et cesser de rêver ? Ou doivent-ils le faire plus et mieux ? Si on veut sérieusement défendre l'habitabilité de la Terre, il faudra changer radicalement de mode de production. Inventer un nouveau mode de vie, plus économe, plus vrai, plus humain, plus solidaire. En fait, révolutionner la vie. C'est sur l'invention de la vie quotidienne, une vie quotidienne différente de celle imposée par la civilisation capitaliste, que les pays socialistes qui avaient commencé à inventer autre chose, ont finalement échoué, entraînés qu'ils étaient dans l'impératif du rattrapage des pays capitalistes les plus avancés.

Pour inventer ce nouveau mode d'habitation du monde, il faut sans doute renoncer à l'utopie du paradis sur Terre. Le paradis

est un lieu sans contradictions et donc sans vie. Les communistes qui se voulaient critiques de la religion n'ont pas toujours échappé à l'idéalisme. Pour parfois finir par renoncer à leur idéal. Mais celui-ci n'est pas à abandonner.

Il ne faut pas renoncer au sens de l'utopie concrète, celle qui met les hommes, les femmes, les jeunes dans la rue et les conduit à vouloir toujours "changer la vie".

Le vieux rêve d'une humanité réconciliée avec elle-même et avec la nature définit le projet même de l'humanité. Ce rêve, déjà présent dans les grandes religions et les grandes philosophies, est celui dont fut porteur l'anarchisme, le socialisme, le communisme, l'écologie... Y renoncer serait renoncer à l'humanité elle-même.

C'est à la politique qu'il revient de donner une traduction concrète à cette utopie, une politique qui, comme le pensait déjà Marx, doit s'appuyer sur les connaissances scientifiques les plus avancées de son temps. (Gramsci disait quant à lui qu'il fallait atteindre « un niveau de connaissance mondial. »)

C'est bien la question que nous pose chaque jour l'actualité. Pour ne pas tomber dans le ressassement de l'idéologie, il faut réussir à faire du débat scientifique un débat démocratique.

Et le poète dans tout ça ? Il ne peut guère s'en désintéresser. Victor Hugo disait déjà : « *le poète véritable doit contenir la somme des idées de son temps.* » Vaste programme et haute idée de la chose. Sans oublier que sa raison première (et sa déraison) est de chanter et d'enchanter...

« *Encore un jour à mettre au monde* », disait Eluard !

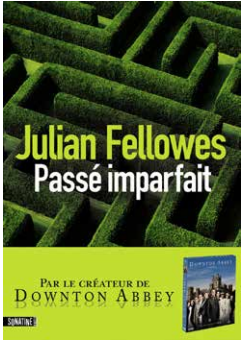


Francis Combes



PS : Et comme nous approchons des fêtes, je terminerai par Villon, dans sa *Ballade des proverbes* : « *Tant crie l'on Noël qu'il vient* ». (À force d'espérance...)

Pages d'Histoire ... diverses facettes !



Passé imparfait

Julian Fellowes
Trad. J. Szlamowicz
Sonatine Éditions
512 p. - 22 €

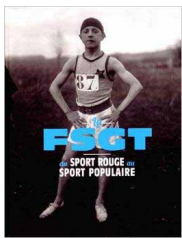
Pour sociologue amateur d'une description, hors manuel, de l'Angleterre des années 70/2000 : au moment où les codes de la *gentry* de *Downton Abbey*, dont J.Fellowes a écrit le scénario, vacillent et que ce pays, berceau d'un féminisme très militant mais resté victorien, voit monter une génération de parvenus qui en rappellent d'autres plus continentaux. Nous sommes entre Jane Austen et Bernard Tapie ! L'humour anglais, servi par cette pratique de la litote *so british*, que les sujets de Sa Majesté cultivent jusque dans le combat amoureux, sous-tend le récit. La détente et l'analyse sociale trouveront tout leur compte dans la saga de Damian Baxter, un Rastignac en phase terminale, qui invite chez lui le narrateur, son ancien condisciple à Cambridge. Alors qu'une profonde et sincère amitié avait lié les deux hommes, une violente dispute issue d'une rivalité amoureuse survenue à Lisbonne, les a séparés en 1970, 20 ans auparavant. Que lui veut cet ancien ami, dont il va devenir, sans l'avoir souhaité, l'exécuteur testamentaire ? Une fortune que Damian Baxter a réunie à la City, dans ce Londres « *gentryfié* » qu'il rejette, comme la *gentry* l'a rejeté, lui, Baxter. Qui est l'héritier fabriqué par ce trader qui a passé sa vie entre les jolies femmes et les cours de la Bourse ? Entre polar, sentiments, sociologie et jeux amoureux où les femmes restent LE moyen de pénétrer la *gentry*... si l'on a la fortune convenable.



Michel Mourereau



Éd. La ville brûle
240 p. - 25 €



La FSGT est née le 24 décembre 1934 de la fusion des fédérations sportives socialistes et communistes. En riposte à la montée du fascisme, cette fusion anticipait la naissance du Front populaire. Un très beau livre retrace cette histoire riche d'enseignements transformateurs. *La FSGT, du sport rouge au sport populaire*, disponible dans

les "bonnes" librairies ou en ligne.



Louis Aminot



<http://80ans.fsgt.org/articles/un-beau-livre-la-fsgt-du-sport-rouge-au-sport-populaire>

● **Juteuse "Performance"**. Jean-Yves Le Drian récidive : les exportations d'armes françaises ont été « en très nette augmentation » de 42 % en 2013 et « ce sera encore plus cette année », se félicite le ministre de la Défense, dans une interview à RFI et TV5 Monde, évoquant les « petites choses qui coûtent cher » (lire : qui rapportent autant qu'un Mistral...) et les industriels français performants. Il argue « des menaces dans le monde ». Voilà qui rappelle "Si tu veux la paix...". On sait où cela mène.

● **Prix de l'humour politique 2015**. La pré-sélection nous fait rire... jaune. François Hollande : « *Il n'y a rien de plus terrible pour un soldat déjà anonyme que de mourir inconnu* » - Le Drian n'était pas loin. Patrick Mennucci : « *Guerini dit qu'il n'est ni de droite ni de gauche ; alors il est forcément du Milieu.* » Question : le même Mennucci a déclaré, suite aux échecs municipaux à Marseille, à propos du droit au Mariage pour tous entre autres : « *ces mesures sur les grandes questions de société nous ont coûté des voix sur le terrain* », alors Mennucci (PS) homme de quoi ? (Info relayée par Bondy Autrement : www.bondy-autrement.org) ●●●





● **Palestine.** En Cisjordanie, le 10 décembre, des soldats israéliens - assurés de l'impunité par leur gouvernement - battent à mort le ministre palestinien venu participer à la plantation d'oliviers - manifestation pacifique, dénonçant destructions et occupations par Israël. En France, le 11 décembre, par 153 voix contre 146, les sénateurs adoptent la résolution en faveur de la reconnaissance de l'État de Palestine. Le 17, par 498 voix (contre 88, abstention 101) les euro-députés se prononcent dans le même sens. Reste au Président de la République et le gouvernement à ne plus tergiverser mais à prendre une décision effective de reconnaissance.

●●● ● **Démocratie.** Il paraît que l'Union européenne entend empêcher les Grecs de se doter d'un parlement à majorité anti-austérité. Sur fond de craintes de la bourse, commissaires et dirigeants européens n'hésitent pas à menacer le pays de chaos généralisé. Qu'aurait-on dit si ces menaces avaient été brandies par un Poutine à l'encontre d'un des pays limitrophes de la Russie ? Cela aurait fait légitimement scandale. Cependant, ce chantage aura-t-il prise sur une société laminée par la cure néolibérale ? Nous verrons bien. Pour le moment, le Parlement n'a pas réussi à désigner un nouveau Président de la République et, si cela se confirme lors du troisième tour de scrutin le 29 décembre, des élections législatives anticipées auront lieu en février 2015.

● **Déportation.** Jean-Luc Mélenchon a révélé les propos d'Eric Zémour, publié dans un entretien au journal italien, le *Corriere della Sera*, en réponse à la question : « *Mais alors que suggérez-vous de faire ? Déporter 5 millions de musulmans français ?* » « *Je sais, c'est irréaliste mais l'Histoire est surprenante. Qui aurait dit en 1940 que un million de pieds-noirs,*

vingt ans plus tard, seraient partis d'Algérie pour revenir en France ? Ou bien qu'après la guerre, 5 ou 6 millions d'Allemands auraient abandonné l'Europe centrale et orientale où ils vivaient depuis des siècles ? » Il y a quelques années, de tels propos auraient suscité l'expulsion de l'auteur de toutes possibilités de chroniquer sur les ondes, devant des millions de spectateurs. Au nom de la tolérance, on entend souvent la phrase attribuée à Voltaire : « *Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire.* » Comme quoi "bon sens" soi-disant démocratique rime parfois avec ineptie.

● **Tournant.** Les États-Unis et Cuba viennent d'annoncer la normalisation de leurs relations, et d'un seul coup, tous les médias se mettent à parler de l'embargo américain comme d'un relent du passé qu'il est urgent de mettre en cause. Bientôt, sauf revirement improbable, tout le monde dira que Cuba n'a rien à faire dans la liste américaine des États soutenant le terrorisme. Comme quoi, parfois, l'histoire se retourne.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

